

ACL



Mission of Canada to
the European Communities

Mission du Canada auprès
des Communautés européennes



June 15, 1981

Le 15 juin 1981

CAL
EA920
C15
#7/June '81
DOCS

bulletin

Canada



newsletter

N°7

	<u>Page</u>
Echange de visites Canada-CEE	1
World Symposium on Asbestos	2
Modification au projet de loi canadien sur l'énergie	3
Energy conservation in Canada	4
Québec: le secteur manufacturier demeure le moteur de l'économie	5
Canadian contribution to NASA Space Shuttle	6
EN BREF: La visite du Ministre de l'Expansion économique régionale	7
La visite du Président de l'ACDI	7
Telidon success in the USA	7
L'Institut canadien d'Etudes juridiques supérieures à Louvain-la-Neuve	8
Canada's Governor-General in Denmark	8
Canadian Ambassador visits Ispra Joint Research Centre	8

ECHANGE DE VISITES CANADA-CEE

Au cours de son séjour à Bruxelles du 22 au 25 mai, l'Honorable Mark MacGuigan, Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, a rencontré le Président de la Commission Européenne, M. Gaston Thorn, le Vice-Président aux Relations extérieures, M. Wilhelm Haferkamp et le Vice-président aux Affaires industrielles et à l'Energie, le Vicomte Etienne Davignon. Le Dr. MacGuigan a passé en revue avec ses interlocuteurs diverses questions bilatérales dont l'état de la coopération économique entre le Canada et la CEE ainsi que divers problèmes d'intérêt international, y compris les perspectives du prochain Sommet économique qui aura lieu à Ottawa du 19 au 21 juillet.

M. Haferkamp effectuera à son tour une visite officielle au Canada du 6 au 10 juillet. En plus d'avoir des entretiens avec divers membres du Gouvernement canadien, il co-présidera avec son homologue, le Dr. MacGuigan, la quatrième réunion du Comité

Mixte de Coopération établi par l'Accord cadre de coopération économique et commercial conclu entre le Canada et la Communauté en 1976. Cette réunion servira à passer en revue les résultats des nombreuses activités de coopération industrielle, scientifique et technologique qui ont eu lieu depuis la dernière réunion et à adopter un nouveau programme de travail. Après son séjour à Ottawa, M. Haferkamp voyagera à travers le pays pour rencontrer des membres de plusieurs gouvernements provinciaux.

WORLD SYMPOSIUM ON ASBESTOS

As one of the current activities under the 1976 Canada-EC Framework Agreement, the Government of Canada, the Province of Quebec and the Commission of the European Communities are sponsoring a "World Symposium on Asbestos" to be held in Montreal, May 25-27, 1982. The theme will be "Asbestos, Health and Society". The Symposium will bring together representatives from government, labour, industry and the scientific communities of Canada and the European Community.

Asbestos is a generic term for naturally occurring minerals having silky fibrous characteristics. Asbestos is valued for these fibrous characteristics and high tensile strength that impart reinforcing properties to numerous products (eg. cement pipes) and its resistance to high temperatures and abrasion (eg. insulation and friction products). Although there are well over a 1,000 uses of asbestos, by far the largest proportion is used as asbestos cement products. In recent years there has been a great deal of research towards finding substitutes for asbestos; for some applications, suitable substitutes have been found but not for others.

Asbestos is not only a strategic industrial material, but its production and processing is important for the livelihood of several mining communities in Canada and the European Communities. In Canada, most of the mines are located in the lower St. Lawrence River area of Quebec. In the EC, indigenous output currently comes from mines in Italy but a new mine in the shadows of Greece's Mount Olympus is almost ready to come on stream. The new mine/mill will contain the most modern and indeed stringent fibre emission control system. When fully operational the mines in Italy and Greece will furnish almost one-half of the Community's asbestos requirements.

For several decades it has been recognized that exposure to airborne asbestos dust is hazardous to health. The degree of risk is dependent upon the concentration of the fibre in the inhaled air, the duration of exposure, and the type of fibre.

As knowledge about the health hazard posed by asbestos dust has increased, concern has risen in business and government to protect workers and the public. Manufacturing equipment and techniques have been developed that can radically decrease the degree of contamination of the atmosphere in mine, mill and factory. Some existing mines and manufacturing plants make full use of these advances in knowledge, equipment and technique; others do not. More precise sampling and measuring procedures are being developed for routinely monitoring the concentration of asbestos fibres in the atmosphere and in the occupational workplace.

In spite of extensive research, there is no consensus in Europe nor in North America as to what level of fibre content in ambient air constitutes a risk to health. There is also no clear evidence or consensus that other mineral fibres, including substitutes for asbestos, are risk free.

The World Symposium on Asbestos will provide a unique opportunity on an international level to reconcile economic interests with social, industrial and environmental interests. The Symposium will open discussion on asbestos from the perspective of the latest scientific and medical evidence, recent advances in technology and socio-economic impact of asbestos-related employment. More specifically, these discussions will focus on questions related to occupational and public health, product safety, the protection of the environment and trends in regulatory policy.

The Symposium is being organized by a Steering Committee composed of representatives from government, labour, industry and the scientific community. The Committee is charged with the responsibility of ensuring that all viewpoints regarding asbestos will be presented. It held its first formal meeting in Brussels on April 22 and the second in London on May 26.

The Symposium is part of a series of activities taking place under the Framework Agreement. These include a Canada-EC group of Experts on Asbestos Fibre Definition and Measurement; cooperation in compiling an inventory of research centres and research activities concerning the health aspects of asbestos; and consultation on epidemiological studies.

MODIFICATION AU PROJET DE LOI CANADIEN SUR L'ENERGIE

Le Ministre de l'Energie, Mines et Ressources du Canada, l'Honorable Marc Lalonde, vient de faire connaître les modifications que le gouvernement entend proposer au projet de loi sur le pétrole et le gaz (Bill C-48) suite au lancement du Programme énergétique national en octobre dernier. Ces modifications portent entre autres sur la participation des entreprises canadiennes à la fourniture des biens et services et sur la part que le Gouvernement entend prendre dans l'exploration des hydrocarbures dans les zones pionnières.

Le Gouvernement a reconnu que les dispositions du projet de loi C-48 qui visent à l'utilisation des biens et services canadiens ne reflètent pas comme elles le devraient son intention que les fournisseurs canadiens aient la possibilité de participer aux opportunités découlant de l'exploitation du gaz et du pétrole dans les zones pionnières sans discrimination envers les fournisseurs étrangers. En conséquence, les dispositions relatives aux avantages industriels seront amendées afin de stipuler clairement que les fabricants, experts-conseils, entrepreneurs et sociétés de service du Canada devront participer de façon concurrentielle à la fourniture des biens et services. Ces modifications visent à confirmer que les dispositions pertinentes de la nouvelle législation respectent les obligations internationales du Canada en matière de commerce.

Une disposition du projet de loi C-48 autorisait le Ministre à enjoindre Pétro-Canada ou une autre société d'Etat d'exploiter les zones pionnières pour lesquelles elle est titulaire de titres.

Maintenant le Gouvernement compte limiter l'application de cette procédure aux seuls cas où la société d'Etat en cause est titulaire de 25% des droits, soit la part dévolue à la Couronne dans ces zones.

Comme le stipule le Programme énergétique national, les sociétés d'exploration auront toutes droit à la subvention directe, d'un quart des coûts encourus en 1981 et par la suite, que le Gouvernement fédéral met à la disposition de toutes les sociétés, canadiennes ou étrangères, qui effectuent des travaux d'exploration pour compenser la dévolution de 25% des droits dans cette zone à la Couronne. Le Gouvernement est par ailleurs disposé à verser des subventions jusqu'à concurrence de 80% selon le taux de propriété canadienne. En outre, les sociétés concernées ont aussi accès à des subventions indirectes importantes par l'intermédiaire de l'impôt sur le revenu. Il en coûtera aux sociétés canadiennes aussi peu que 7 cents pour chaque dollar investi dans les travaux d'exploration. Les frais d'investissement qui incombent aux autres sociétés pour des travaux d'exploration dans les zones pionnières ne dépasseront pas 28 cents par dollar. Ainsi le Programme énergétique national vise à encourager l'exploration dans ces zones par l'entremise d'une subvention directe et des subventions indirectes consenties par l'impôt.

Afin de dissiper certaines inquiétudes concernant les dépenses d'exploration effectuées sur les terres pionnières avant le 31 décembre 1980, le Gouvernement a annoncé son intention de rembourser une part des coûts véritables d'exploration déjà engagés.

Le 22 avril, le Ministre Lalonde avait déjà annoncé des modifications aux méthodes utilisées pour mesurer les taux de propriété et de contrôle des entreprises qui désirent participer à la recherche et à la mise en valeur du pétrole et du gaz à la faveur des subventions du Gouvernement fédéral. Ces modifications permettront de mesurer la propriété canadienne avec davantage de précision et allègeront le fardeau administratif du Gouvernement et de l'industrie.

ENERGY CONSERVATION IN CANADA

Energy conservation is an important part of the Canadian Government's approach to energy policy. The National Energy Programme, published in October 1980, outlined a number of ways in which the government will provide further stimulus to private actions and give leadership by example.

About 37 percent of Canada's annual energy consumption is used to heat, cool and illuminate buildings. Moreover, it has been estimated that approximately 19 percent of the average household budget pays directly or indirectly for energy. As a result, there has been a growing demand for more and better building insulation and more energy efficient household appliances. But the movement has been slow and uneven, and the government has undertaken a number of special measures to encourage greater conservation of energy.

Since 1976, when new objectives for energy conservation in federal buildings were announced, the government has played an important role in demonstrating to the country that energy efficient buildings are not only possible, but that they pay off.

In recent years, Canada has become a world leader in the design and construction of super-efficient, low-energy buildings. In 1980 the government offered a series of Low Energy Building Design Awards, totalling \$250,000, to teams of architects and engineers who designed the most energy-efficient office buildings and hotel-retail-office complexes. Several provincial governments are now actively involved in efforts to improve the energy efficiency of housing and office buildings, and all provinces have been urged to take steps within their jurisdiction to develop higher standards for energy conservation in their respective building codes. With respect to existing residences, the federal government intends to more than triple the annual budget of the very successful Canadian Home Insulation Programme, whereby grants of up to \$500 are made available to homeowners to upgrade their insulation.

In May 1981, Canada's Energy Minister, the Honourable Marc Lalonde, confirmed that the Federal Government will institute a Canadian Oil Substitution Programme, which will offer Canadians taxable grants to convert from oil heating systems to a cheaper and more plentiful form of energy, such as natural gas. The programme is expected to reduce oil consumption in the residential, commercial and industrial sectors across the country to 10 percent of energy needs by 1990. In regions of the country where an alternative form of energy is not readily available, the grants will apply to a wide range of energy conservation measures, such as improved insulation and furnace efficiency.

The industrial sector accounts for some 21 percent of total primary energy use in Canada, and high priority has been given under the National Energy Programme to reducing demand for energy in existing industrial facilities. Assistance has been made available to double the number of government-industry seminars and workshops on the use of an energy systems analysis programme. Canada's Energy Bus, which is designed to identify conservation opportunities at industrial plants by means of on-site energy audits, is already well known in Europe. Industries in several Member States have benefitted from the Energy Bus under the ongoing programme of Canada-EC industrial cooperation. The Canadian government is also actively encouraging business and industry to substitute other sources of energy for petroleum. For example, forest products companies are taking advantage of federal grants that enable them to exploit energy created from forest waste in place of the petroleum now used to heat their buildings and carry on their industrial processes. Savings from this programme will reach the equivalent of 36 million barrels of oil a year by 1986. The programme, which until now has been confined to the forest industry, will soon be broadened to promote the use of municipal and agricultural waste products.

It is expected that these various government programmes will help to set new energy consumption patterns in Canada and permit a sound, long-term management of the country's energy resources.

QUEBEC: LE SECTEUR MANUFACTURIER DEMEURE LE MOTEUR DE L'ECONOMIE

Le Québec compose avec l'Ontario le coeur du complexe industriel du Canada. En plus de disposer chez lui et dans la province voisine d'un marché important, sa situation à proximité des centres de population de l'est des Etats-Unis procure à ses entreprises des débouchés considérables.

Il dispose d'avantages indiscutables dans le contexte international actuel de rareté des matières premières et de l'énergie. Son sous-sol recèle d'importantes réserves de minerais de toutes sortes, ses forêts couvrent des superficies supérieures à celles de la France et de la Grande-Bretagne réunies, et son agriculture constitue l'activité la plus importante de son secteur primaire. Mais son atout le plus précieux réside dans l'ampleur et la qualité de son réseau hydro-électrique qui garantit aux industriels une source d'énergie renouvelable à des prix compétitifs. Tous ces avantages sont à la base des industries québécoises de l'amiante, de l'aluminium, des pâtes et papier, du textile, de l'agroalimentaire, des métaux non-ferreux, de l'électrométallurgie et de l'électrochimie.

En plus de baser son économie sur la transformation de ses richesses naturelles, le Québec, en raison de son intégration à l'économie nord-américaine, a développé une base solide dans des secteurs de pointe comme l'équipement de transport et l'aéronautique. Sa participation aux progrès industriels du continent lui a aussi permis d'acquérir une expertise dans des secteurs de haute technologie comme les télécommunications et l'informatique. Il dispose ainsi d'une infrastructure et d'un potentiel industriels qui en font un lieu d'investissement attrayant.

Que ce soit en termes de production, d'exportation ou d'immobilisation, le secteur manufacturier du Québec a réussi à absorber dans une large mesure les effets de la situation économique particulièrement difficile qu'a accusé l'Amérique du Nord en 1980. Les producteurs de biens d'équipement par exemple, en particulier dans les secteurs du transport et de la machinerie, ont réussi à augmenter la valeur de leurs livraisons de 17,9% au cours des huit premiers mois de 1980. Dans l'ensemble, les manufacturiers québécois ont vu accroître de 12,5% la valeur de leurs livraisons pendant 1980 par rapport à 1979.

Encouragés par les profits élevés réalisés au cours des dernières années, les manufacturiers québécois ont augmenté leurs immobilisations de 20,9% en 1980 après une hausse déjà remarquable en 1979. Ces immobilisations ont porté davantage sur la machinerie et l'équipement que sur le bâtiment, ce qui devrait stimuler la productivité dans les années à venir. Ce sont les industries du matériel de transport, du papier et des produits connexes et des métaux primaires qui ont contribué le plus à cette croissance des investissements.

Malgré la récession enregistrée aux Etats-Unis en 1980, son principal client le Québec, a réussi à maintenir la progression de ses exportations à 30,6% pour les sept premiers mois de l'année. C'est entre autres une demande plus forte de la Communauté Européenne qui lui a permis de préserver ainsi sa position sur les marchés internationaux. Son économie dépend largement de sa capacité d'adaptation aux changements dans le commerce international.

CANADIAN CONTRIBUTION TO NASA SPACE SHUTTLE

The largest single space project ever undertaken in Canada has just been completed with the delivery to NASA (the US National Aeronautics and Space Administration) of the Space Shuttle Remote Manipulator System. The RMS, or Canadarm as some NASA officials

have called it, is a 15 meter long manipulator weighing about 400 kgs. It will grapple, manoeuvre and release objects of up to 18 meters long and 5 meters in diameter, weighing as much as 30,000 kgs. Moreover it is a "smart" arm and its control system is at the forefront of space technology.

The Remote Manipulator System will fly and be tested on the second Shuttle test flight due late this year. Three more Systems have been ordered by NASA at a cost of 74 million dollars.

Canada's Minister of State for Science and Technology, the Honourable John Roberts, has stressed the significance of this advance in high technology for Canadian exports. The prospects appear excellent for serving major industrial markets requiring manipulators for use in hostile environments.

Canadarm is the latest project in a twenty-two year history of cooperation with NASA. Five Canadian scientists are currently participating in two space plasma experiments. Other Canadian projects which may be undertaken in future Spacelab missions are: the joint US/Canadian development of wave injection facility to study waves in space plasmas; high latitude studies of the upper atmosphere; and magnetospheric studies. Telesat Canada has already made arrangements to reserve some future Space Shuttle launches for the continuation of the Anik series of communications satellites.

EN BREF

LA VISITE DU MINISTRE DE L'EXPANSION ECONOMIQUE REGIONALE

Le 14 mai, l'Honorable Pierre de Bané, Ministre canadien pour l'Expansion économique régionale, a rendu visite au Commissaire Antonio Giolitti, responsable pour le développement régional. Au cours de cet entretien, le Ministre canadien a exprimé l'espoir que l'échange d'information entre le Canada et la Communauté sur leurs programmes et politiques respectives dans ce domaine puisse s'intensifier.

LA VISITE DU PRESIDENT DE L'AGENCE CANADIENNE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI)

Le 18 mai, M. Marcel Massé, Président de l'ACDI, a visité Bruxelles afin de rencontrer les responsables du programme de développement de la Commission Européenne. M. Massé a été reçu par le Directeur-général, M. Klaus Meyer, et d'autres hauts fonctionnaires chargés du programme d'aide au développement de la Commission Européenne. Les discussions ont porté sur les politiques d'aide et leur gestion ainsi que sur le Dialogue Nord-Sud. On s'est mis d'accord pour tenir d'autres consultations à l'automne.

TELIDON SUCCESS IN THE USA

Canada has scored a stunning success in the international

videotex market which could mean billions of dollars of sales for Canadian industry. The breakthrough came when the AT&T Company of New York announced that it had adopted technical standards which favour the Canadian-developed Telidon technology.

L'INSTITUT CANADIEN D'ETUDES JURIDIQUES SUPERIEURES

A LOUVAIN-LA-NEUVE

Un colloque organisé par l'Institut canadien d'Etudes juridiques supérieures et portant sur le droit européen se tiendra à l'Université de Louvain-la-Neuve durant la première semaine d'août 1981. Environ 150 juristes canadiens y participeront, y compris le Juge en Chef de la Cour Suprême du Canada, M. Bora Laskin, et certains Juges en Chef et membres des Cours supérieures de plusieurs provinces canadiennes. Les participants se pencheront sur l'évolution du droit communautaire, sur les développements relatifs aux droits de l'homme en Europe, sur le droit commercial international et sur l'évolution du droit constitutionnel et privé en Belgique. D'éminents juristes de la Cour de Justice, de la Commission, du Conseil et de l'Assemblée des Communautés Européennes prendront part aux discussions.

CANADA'S GOVERNOR-GENERAL IN DENMARK

The Right Honourable Edward Schreyer, Governor-General of Canada, made a four day visit to Denmark at the beginning of this month. The Governor-General and Mrs Schreyer visited Aarhus University which has an important Canadian studies programme. Later the visitors met with Queen Margrethe II and Prince Henrik as well as members of the Danish Government. Secretary of State for External Affairs, the Honourable Mark MacGuigan, accompanied the Governor-General during the visit.

CANADIAN AMBASSADOR VISITS ISPRA JOINT RESEARCH CENTRE

The Canadian Ambassador to the European Communities, Mr. Richard Tait, made an official visit on June 11 and 12 to the EEC's Joint Research Centre at Ispra, Italy. Mr. Tait and Dr Ghent, the Mission's Science Counsellor, were offered a familiarization tour of the Ispra facilities, focussing on several research areas of interest to Canada. These include reactor safety (the Super-Sara project and ESSOR research reactor), nuclear safeguards, solar energy, environmental research, radioactive waste disposal, and the Ispra work being carried out on the Canadian Energy Bus.

